

© International Baccalaureate Organization 2022

All rights reserved. No part of this product may be reproduced in any form or by any electronic or mechanical means, including information storage and retrieval systems, without the prior written permission from the IB. Additionally, the license tied with this product prohibits use of any selected files or extracts from this product. Use by third parties, including but not limited to publishers, private teachers, tutoring or study services, preparatory schools, vendors operating curriculum mapping services or teacher resource digital platforms and app developers, whether fee-covered or not, is prohibited and is a criminal offense.

More information on how to request written permission in the form of a license can be obtained from <https://ibo.org/become-an-ib-school/ib-publishing/licensing/applying-for-a-license/>.

© Organisation du Baccalauréat International 2022

Tous droits réservés. Aucune partie de ce produit ne peut être reproduite sous quelque forme ni par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris des systèmes de stockage et de récupération d'informations, sans l'autorisation écrite préalable de l'IB. De plus, la licence associée à ce produit interdit toute utilisation de tout fichier ou extrait sélectionné dans ce produit. L'utilisation par des tiers, y compris, sans toutefois s'y limiter, des éditeurs, des professeurs particuliers, des services de tutorat ou d'aide aux études, des établissements de préparation à l'enseignement supérieur, des fournisseurs de services de planification des programmes d'études, des gestionnaires de plateformes pédagogiques en ligne, et des développeurs d'applications, moyennant paiement ou non, est interdite et constitue une infraction pénale.

Pour plus d'informations sur la procédure à suivre pour obtenir une autorisation écrite sous la forme d'une licence, rendez-vous à l'adresse <https://ibo.org/become-an-ib-school/ib-publishing/licensing/applying-for-a-license/>.

© Organización del Bachillerato Internacional, 2022

Todos los derechos reservados. No se podrá reproducir ninguna parte de este producto de ninguna forma ni por ningún medio electrónico o mecánico, incluidos los sistemas de almacenamiento y recuperación de información, sin la previa autorización por escrito del IB. Además, la licencia vinculada a este producto prohíbe el uso de todo archivo o fragmento seleccionado de este producto. El uso por parte de terceros —lo que incluye, a título enunciativo, editoriales, profesores particulares, servicios de apoyo académico o ayuda para el estudio, colegios preparatorios, desarrolladores de aplicaciones y entidades que presten servicios de planificación curricular u ofrezcan recursos para docentes mediante plataformas digitales—, ya sea incluido en tasas o no, está prohibido y constituye un delito.

En este enlace encontrará más información sobre cómo solicitar una autorización por escrito en forma de licencia: <https://ibo.org/become-an-ib-school/ib-publishing/licensing/applying-for-a-license/>.

Histoire

Niveau supérieur et niveau moyen

Épreuve 1 – recueil de sources

Mercredi 4 mai 2022 (après-midi)

1 heure

Instructions destinées aux candidats

- N'ouvrez pas ce recueil de sources avant d'y être autorisé(e).
- Ce recueil contient les sources requises pour l'épreuve 1 d'histoire du niveau supérieur et du niveau moyen.
- Lisez toutes les sources d'un sujet obligatoire.
- Il se peut que les sources pour cette épreuve aient été modifiées et/ou raccourcies : les ajouts de mots et les explications sont indiquées entre crochets [] ; les suppressions de texte importantes sont signalées par des points de suspension ... ; les changements mineurs ne sont pas indiqués.

Sujet obligatoire	Sources
1 : Les chefs militaires	A – D
2 : La conquête et son impact	E – H
3 : La progression vers une guerre mondiale	I – L
4 : Les droits et la protestation	M – P
5 : Le conflit et l'intervention	Q – T

Sujet obligatoire 1 : Les chefs militaires

Lisez les sources A à D et répondez aux questions 1 à 4. Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 2 : Richard I^{er} d'Angleterre (1173 – 1199) — Son influence : Influence politique en Angleterre : absence du roi ; instabilité politique ; révolte de Jean et de Philippe pendant l'absence de Richard.

Source A

Supprimée pour des raisons de droits d'auteur

Source B

Une image représentant Jean et son frère Richard I^{er}, sous le regard de leur mère Aliénor d'Aquitaine, tirée de la gravure intitulée *Prince John's Submission to Richard I* [Soumission du prince Jean à Richard I^{er}] (1795).



[Source : D'après Benjamin West PRA - Prince John's Submission to Richard I, 1795 [Soumission du Prince Jean à Richard I, 1795], gravure au trait, 28,6 x 20,9 cm. Crédit photo : © Royal Academy of Arts, Londres.]

Source C Guillaume de Neubrige, historien du XII^e siècle, dans la chronique *Historia rerum Anglicarum* [Histoire des affaires anglaises] (achevée vers 1198).

À cette époque, Jean ne cessait de harceler son frère et était un fervent partisan du roi de France en toutes choses. En effet, tandis que le roi de France dévastait le territoire normand, Jean perturbait les provinces d'Angleterre avec des troupes de criminels. Mais les nobles du royaume, dont la foi restait ferme et le courage intact, réunirent un corps de soldats considérable. Ils s'opposèrent aux tentatives illégales de ce jeune fou [Jean]. Ils assiégèrent le château de Windsor, qui était tombé aux mains de Jean, et obligèrent ses occupants à se rendre. Mais lorsque Jean vit ses partisans, qu'il ne pouvait pas aider, exposés aux dangers d'un siège, il demanda un traité garantissant leur sécurité, et rendit le château.

Source D

Supprimée pour des raisons de droits d'auteur

Fin du sujet obligatoire 1

Tournez la page

Sujet obligatoire 2 : La conquête et son impact

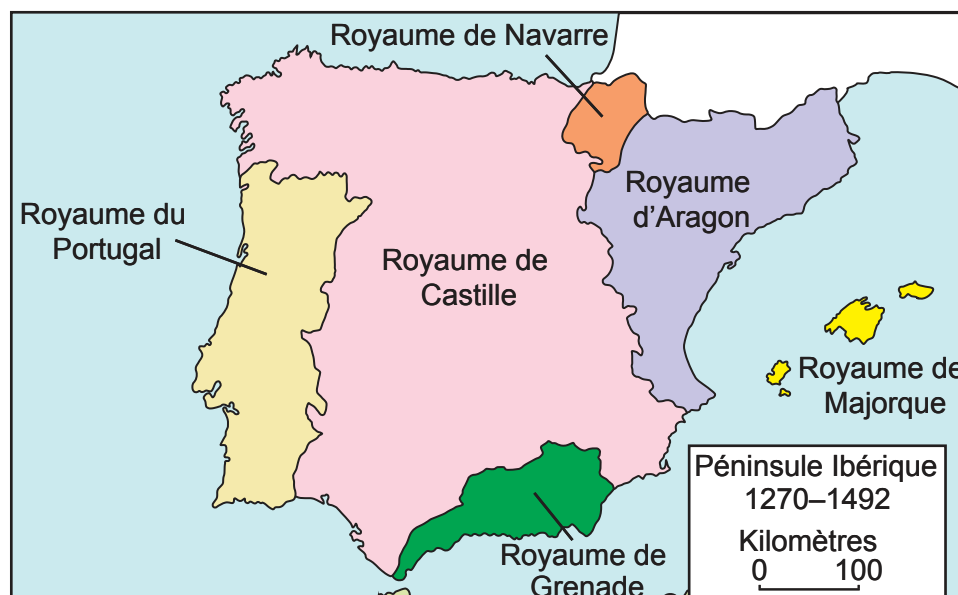
Lisez les sources E à H et répondez aux questions 5 à 8. Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 : Les dernières étapes de la domination musulmane en Espagne — Contexte et motifs : Contexte politique dans la péninsule Ibérique et sur le territoire d'Al-Andalus à la fin du XV^e siècle ; conflits intérieurs et alliances à Grenade à la fin du XV^e siècle.

Source E Max von Habsburg, historien, dans le manuel scolaire *Spain in the Age of Discovery*, 1469–1598 [L'Espagne à l'âge des découvertes, 1469 – 1598] (2015).

La péninsule Ibérique était dépourvue à la fois d'unité politique et d'un système de gouvernement uniforme, et il n'y avait même pas de volonté, et encore moins de tentative, de centraliser les systèmes de gouvernement. En fait, l'« Espagne » n'était rien de plus qu'un terme géographique et ce terme n'était pas utilisé à l'époque. Si on met de côté le Portugal, qui demeurait un royaume distinct, les provinces de Castille et d'Aragon dominaient en termes politiques et économiques, et étaient également reconnues comme des royaumes indépendants. Elles comprenaient plus de 75% de la population de la péninsule Ibérique. La monarchie castillane avait un plus grand pouvoir politique que son homologue dans la province d'Aragon. Pourtant, au cours de la seconde moitié du XV^e siècle, les deux provinces furent affaiblies par des guerres civiles. Motivés par une succession contestée [aux trônes], de puissants nobles défièrent l'autorité d'Henri IV de Castille et de Jean II d'Aragon ... Le mariage de Ferdinand et d'Isabelle n'entraîna pas la fin immédiate de la guerre civile et des rivalités entre les nobles, ce qui laissa la péninsule Ibérique dans une situation très instable. Le pouvoir des nobles était si fort qu'ils essayèrent de combler le vide laissé par les problèmes politiques et de contrôler les décisions prises par le roi. La noblesse était puissante, mais elle restait divisée.

[Source : Max von Habsburg *Spain in the Age of Discovery*, 1469–1598 A/AS Level History for AQA Student Book, © Cambridge University Press 2015. Reproduit avec la permission de Cambridge University Press via PLSclear.]

Source F Une carte des royaumes de la péninsule Ibérique jusqu'en 1492.



Source G Mosen Diego de Valera, guerrier, poète et auteur des *Epistolas* [Lettres]. Extrait de la lettre XXI [21], adressée aux monarques catholiques (vers 1485).

C'est la main de Dieu qui vous donnera la victoire, car les Maures sont si confiants et arrogants au sujet de leur passé qu'ils risqueront tout. N'oubliez pas, mon roi, qu'il s'agit d'une guerre sainte et nécessaire. Les ennemis de notre sainte foi peuvent être affaiblis et les terres qu'ils ont saisies peuvent être prises. Là où Dieu est aujourd'hui condamné, blasphémé et méprisé, il peut à nouveau être loué, adoré et aimé. Gardez cela en mémoire et continuez le combat comme l'ont fait nos anciens rois glorieux lors de longs sièges et de terribles batailles. Mais ne pensez pas, mon seigneur, que ces batailles puissent attendre plus longtemps. Les Maures peuvent survivre avec peu de pain et trouver des moyens de faire quelques cultures. [De plus,] vous ne pouvez contrôler totalement les mers et il se pourrait très bien que des Maures d'outre-mer, sensibles aux souffrances de leurs coreligionnaires [personnes ayant la même religion] dans la péninsule, leur viennent en aide. Il vous faut être sage et prêt comme tout bon chevalier le serait.

Source H

Supprimée pour des raisons de droits d'auteur

Fin du sujet obligatoire 2

Tournez la page

Sujet obligatoire 3 : La progression vers une guerre mondiale

Lisez les sources I à L et répondez aux questions 9 à 12. Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 1 : L'expansion japonaise en Asie orientale (1931 – 1941) — Événements : Pearl Harbor (1941).

Source I

Un extrait d'une proposition du gouvernement américain envoyée à l'Empire du Japon le 26 novembre 1941 et intitulée « Outline of Proposed Basis for Agreement Between the United States and Japan » [Schéma d'une base proposée pour un accord entre les États-Unis et le Japon]. (Cette proposition est également connue sous le nom de « Note Hull ».)

Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Japon s'efforceront [essaieront] de conclure un pacte de non-agression multilatéral entre l'Empire britannique, la Chine, le Japon, les Pays-Bas, l'Union soviétique, la Thaïlande et les États-Unis.

Les deux gouvernements s'efforceront de conclure un accord entre les gouvernements américain, britannique, chinois, japonais, néerlandais et thaïlandais, dans lequel chaque gouvernement s'engagera à respecter le territoire de l'Indochine française.

Le gouvernement du Japon retirera toutes ses forces militaires, navales, aériennes et policières de Chine et d'Indochine.

Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Japon ne soutiendront militairement, politiquement ou économiquement aucun gouvernement ou régime en Chine autre que le gouvernement national de la République de Chine.

Source J

Supprimée pour des raisons de droits d'auteur

Source K Harry A. Gailey, professeur d'histoire militaire, dans l'ouvrage universitaire *The War in the Pacific: From Pearl Harbor to Tokyo Bay* [La guerre dans le Pacifique : de Pearl Harbor à la baie de Tokyo] (1995).

Les représentants de l'armée [japonaise] étaient unanimes [unis] pour réclamer la guerre contre les États-Unis. [Le général] Tojo [le Premier ministre japonais] avait compris que ... les réserves pétrolières [limitées] du Japon ainsi que le mauvais temps notoire rendraient l'attaque de Pearl Harbor presque impossible si elle était repoussée après la date cible du ... (7 décembre heure d'Hawaï) ...

Alors que les hauts responsables japonais avaient été confrontés au choix difficile de la paix ou de la guerre et que leurs forces armées se préparaient au conflit, ... [les Américains] semblaient ... [totalement] inconscients des conséquences possibles de l'embargo du président Roosevelt ... Hull [le secrétaire d'État américain] ... insistait constamment pour que les Japonais se retirent complètement de Chine et d'Indochine. Il est probable que la rencontre proposée [précédemment] entre ... [les États-Unis et le Japon n'aurait rien résolu, comme le prétendait Hull. Mais l'Amérique refusait même de négocier].

Dès sa première rencontre avec ... [l'ambassadeur japonais], le 8 mars, Hull ... [craignait] que sa politique puisse conduire à une guerre contre les Japonais. Plus tard, il devint évident ... que seul un retrait de Chine par les Japonais aurait pu ... [éviter] la guerre.

Il est peut-être exagéré de dire, rétrospectivement, que quelqu'un au sein du gouvernement américain souhaitait la guerre contre le Japon, mais il est évident que peu de choses ont été faites pour ... [l'empêcher]. En même temps que la politique diplomatique inflexible se poursuivait, il y avait ... [un manque d'action] à tous les niveaux à Washington et à Honolulu.

Source L David J. Lu, professeur d'histoire japonaise, dans l'ouvrage universitaire *From the Marco Polo Bridge to Pearl Harbor: Japan's Entry into World War II* [Du pont Marco Polo à Pearl Harbor : l'entrée du Japon dans la Seconde Guerre mondiale] (1961).

Le général Tojo expliqua plus tard que la décision d'attaquer avait été prise en raison de la situation internationale tendue découlant des sanctions économiques imposées par les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Les préparatifs de guerre américains et britanniques, les difficultés rencontrées lors des négociations avec les États-Unis et l'absence de moyens évidents pour régler l'incident de Chine contribuèrent également à cette décision. Il était donc nécessaire de se préparer à la guerre, tout en continuant les pourparlers diplomatiques. La date limite pour les négociations fut fixée, car le mois de novembre était le meilleur mois pour les opérations de débarquement. Décembre était une date possible mais difficile et janvier était impossible en raison des moussons du nord-est. Le Japon souhaitait que les États-Unis expriment leur point de vue concernant trois points de désaccord majeurs entre les deux gouvernements : (1) le retrait des troupes en Chine, (2) les engagements du Japon dans le cadre du pacte tripartite, et (3) l'accès égal au commerce international. Le Japon évitait de prendre des engagements spécifiques sur toutes les questions importantes, tout comme les États-Unis. Aux yeux des Japonais, le gouvernement des États-Unis n'était pas disposé à fournir les réponses précises que le Japon attendait. Les négociations ne menaient donc nulle part.

Fin du sujet obligatoire 3

Tournez la page

Sujet obligatoire 4 : Les droits et la protestation

Lisez les sources M à P et répondez aux questions 13 à 16. Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 2 : L'apartheid en Afrique du Sud (1948 – 1964) — Rôle et importance des principaux acteurs et groupes ; Principaux acteurs : Nelson Mandela.

Source M Tom Lodge, professeur d'histoire, dans l'ouvrage universitaire *Mandela: A Critical Life* [Mandela : une vie essentielle] (2006).

Même si plusieurs dirigeants du Congrès national africain (ANC), dont Nelson Mandela, avaient au moins envisagé la possibilité d'une offensive armée contre l'apartheid durant plusieurs années, leur proposition se heurtait encore à une opposition considérable. Fin juin 1961, Mandela défendit son point de vue lors d'une réunion du Comité national de travail de l'ANC ... Albert Luthuli fut persuadé à contrecœur [par Mandela] d'approuver l'établissement d'une nouvelle organisation militaire appelée MK (Umkhonto we Sizwe – « Fer de lance de la nation »), qui fonctionnerait séparément de l'ANC, même si, en fin de compte, elle était soumise à l'autorité de l'ANC ... Mandela suggéra le nom de la nouvelle organisation : « nous devons avoir un nom africain » dit-il ... Il fut convenu que Mandela formerait le MK et nommerait son personnel. Dans un premier temps, il fut décidé que le MK participerait uniquement à des opérations de sabotage très soigneusement contrôlées et conçues pour éviter toute perte ... Mandela ne participa directement à aucun sabotage ... [L'ANC décida] d'envoyer Mandela à l'étranger pour persuader les gouvernements africains d'apporter leur aide sous forme d'armes et d'installations d'entraînement dont le MK aurait besoin.

[Sources : Tom Lodge, *Mandela A Critical Life* © Tom Lodge 2006.
Reproduit avec la permission de Tom Lodge via PLSclear.

Matthew, Joe (1994) Entretien avec Philip Bonner, Cape Town, 18 août 1994. Transcription conservée à la William Cullen Library, University of the Witwatersrand.]

Source N Une photographie d'une manifestation contre l'apartheid à l'extérieur du tribunal de Pretoria afin de soutenir Nelson Mandela et ses collègues le jour du verdict du procès de Rivonia, en 1964. La pancarte indique « Our future is bright » [Notre avenir est plein de promesses].



Source O

Kenneth S. Broun, professeur de droit, décrit le procès de Rivonia (1963 – 1964) dans son livre intitulé *Saving Nelson Mandela: The Rivonia Trial and the Fate of South Africa* [Le sauvetage de Nelson Mandela : le procès de Rivonia et le destin de l’Afrique du Sud] (2012).

L’avocat de la défense de Mandela annonça : « La défense commencera par une déclaration de Nelson Mandela, qui a personnellement pris part à la création du MK et qui pourra informer la cour sur les débuts de cette organisation. » ... Quelques minutes après avoir commencé son discours, Mandela fit un aveu [à la cour] qui suffisait à le faire condamner à mort : « Certaines des choses racontées jusqu’à présent à la cour sont vraies et d’autres sont fausses. Je ne nie cependant pas avoir planifié le sabotage. » Il soutint que cette planification était toutefois « le résultat d’une évaluation calme et sérieuse de la situation politique découlant de nombreuses années de tyrannie, d’exploitation et d’oppression de [son] peuple par les Blancs » ... [Mandela déclara que] depuis sa formation en 1912, l’ANC avait recherché politiquement un allègement de l’oppression des Noirs en Afrique du Sud, et ce, jusqu’en 1961. Le gouvernement rejeta toutes ses tentatives ... « Ce ne fut que lorsque tout le reste échoua, lorsque toutes les voies de protestation pacifique nous furent rendues inaccessibles [furent bloquées], que la décision fut prise de se lancer dans des formes violentes de lutte politique et de former le MK. »

[Source : Kenneth S. Broun *Saving Nelson Mandela The Rivonia Trial and the Fate of South Africa* Droits d’auteur © 2012 Kenneth S. Broun. Reproduit avec la permission de Kenneth S. Broun via PLSclear.]

Source P

Supprimée pour des raisons de droits d’auteur

Fin du sujet obligatoire 4

Tournez la page

Sujet obligatoire 5 : Le conflit et l'intervention

Lisez les sources Q à T et répondez aux questions 17 à 20. Les sources et les questions portent sur l'étude de cas 2 : Kosovo (1989 – 2002) — Causes du conflit : Rôle et importance de Slobodan Milošević et d'Ibrahim Rugova.

Source Q Ibrahim Rugova, président du Kosovo de mars 2002 jusqu'à sa mort en 2006, dans son témoignage devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) (3 mai 2002).

Le premier objectif de ce parti [Ligue démocratique du Kosovo (LDK)] était d'établir la démocratie au Kosovo, d'instaurer une vie démocratique pour tous ses citoyens. Il visait à donner au Kosovo un statut de république égal à celui des autres républiques de l'ancienne Fédération, car, comme je l'ai dit, le Kosovo avait été dépouillé de son autonomie. Ensuite [après le référendum de 1991], nous nous sommes efforcés de construire un Kosovo indépendant, où tous ses citoyens auraient des droits. C'était l'objectif principal et initial, mais le plus important était de défendre le peuple kosovar, qui était en danger à l'époque ...

Notre position était que l'indépendance devait être obtenue en employant des méthodes pacifiques, diplomatiques et démocratiques, et que la violence ne devait pas être utilisée ...

La LDK a commencé à organiser des actions de solidarité pour aider les personnes laissées sans emploi, celles qui avaient été licenciées. Elle a également organisé la société dans son ensemble, en maintenant l'éducation, la santé et d'autres domaines de vie comme la culture et les sports. Et à cette époque, nous avons aussi commencé à collecter un impôt, pas un impôt obligatoire, mais ce que nous appelions l'« impôt de solidarité ». Il servait principalement à aider les gens à se nourrir, à se vêtir et à se procurer les choses dont ils avaient besoin, car des personnes qui avaient travaillé pendant de nombreuses années se retrouvaient sans abri et ne pouvaient plus gagner leur vie.

Source R Une photographie d'Ibrahim Rugova (au centre) avec l'envoyé des États-Unis, Richard Holbrooke (à droite), et l'ambassadeur britannique en Yougoslavie, Brian Donnelly (à gauche), à Priština (10 octobre 1998).



Source S Louis Sell, professeur d'études internationales, dans l'ouvrage universitaire *Slobodan Milosevic and the Destruction of Yugoslavia* [Slobodan Milošević et la destruction de la Yougoslavie] (2002).

Rugova possédait une volonté de fer [forte] de résister à l'oppression serbe. Son choix d'opter pour des tactiques non violentes venait d'un désir d'éviter le bain de sang qui aurait accompagné toute tentative de s'opposer aux Serbes par des moyens violents. Rugova lui-même décrivait son approche comme « une guerre sans armes ». ...

[Toutefois,] l'erreur de Rugova était de trop faire confiance à la communauté internationale, et notamment aux États-Unis, qui avaient une relation spéciale avec le Kosovo en raison de son soutien précoce pour les droits de la personne dans la province ... Rugova et ses partisans albanais du Kosovo connurent retards et déceptions. Lorsque la guerre éclata dans le reste de la Yougoslavie, le Kosovo disparut pratiquement des médias et des préoccupations principales des négociateurs de paix internationaux. Ce ne fut que lorsque les Albanais du Kosovo décidèrent finalement que « trop c'était trop » et qu'ils commencèrent à retourner les tirs de leurs oppresseurs serbes que la communauté internationale se recentra sur le Kosovo. Il était alors trop tard pour une solution pacifique.

Source T David L. Phillips, professeur d'université, dans l'ouvrage universitaire *Liberating Kosovo: Coercive Diplomacy and U.S. Intervention* [Libération du Kosovo : diplomatie coercitive et intervention des États-Unis] (2012).

Le projet de créer un Centre d'information américain à Priština fut annoncé le 9 janvier 1996 ... « C'est un jour historique pour le Kosovo », déclara Ibrahim Rugova. « Nous sommes en faveur d'une solution pacifique au problème du Kosovo, fondée sur la volonté politique de son peuple ... » Rugova soutint qu'il s'agissait d'un succès diplomatique majeur pour la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), qui avait réussi à internationaliser la question du Kosovo et à obtenir une reconnaissance ... La création du Centre d'information américain résultait clairement de la stratégie d'internationalisation de la LDK. Cependant, elle ne fit pas taire les critiques de Rugova. Le président de l'Union des étudiants du Kosovo fit la déclaration suivante : « Nous pensons que la LDK était trop passive. Elle comptait trop sur les facteurs internationaux. Rugova a créé l'illusion que la communauté internationale allait résoudre la crise et que l'indépendance nous serait offerte. » Les Albanais du Kosovo perdaient confiance en la communauté internationale. Un nombre croissant d'entre eux se radicalisait à mesure que les conditions sociales et économiques se détérioraient et que la situation des droits de la personne se dégradait. Il devint moins probable que leurs objectifs politiques seraient atteints par des moyens pacifiques.

Fin du sujet obligatoire 5

Références :

- Source B** D'après Benjamin West PRA - Prince John's Submission to Richard I, 1795 [Soumission du Prince Jean à Richard I, 1795], gravure au trait, 28,6 x 20,9 cm. Crédit photo : © Royal Academy of Arts, Londres.
- Source C** The Internet Medieval Sourcebook, *William of Newburgh: Book Four*, disponible à : <https://sourcebooks.fordham.edu/basis/williamofnewburgh-four.asp#34> [Référence du 9 mars 2021]. Source adaptée.
- Source E** Max von Habsburg *Spain in the Age of Discovery, 1469–1598 A/AS Level History for AQA Student Book*, © Cambridge University Press 2015. Reproduit avec la permission de Cambridge University Press via PLSclear.
- Source F** Iberia in 1492. Map of the Iberian Peninsula, 1270–1492, showing the kingdoms of Portugal, Castile, Navarre, Granada, Aragon, and Majorca. Disponible à : <https://www.ncpedia.org/media/map/iberia-1492> [Référence du 03 mars 2021]. Source adaptée.
- Source G** *Epístolas y otros varios tratados de Mosen Diego de Valera*. c1485. La Bibliothèque nationale d'Espagne, à partir d'une copie imprimée à Madrid, 1878. Disponible à : <http://bdh-rd.bne.es/viewer.vm?lang=es&id=0000092867&page=1> [Référence du 09 mars 2021]. Traduit de l'espagnol par IBO, 2021.
- Source I** Department of State Bulletin, Vol. V, No. 129, Dec. 13, 1941. United States Note to Japan, "Outline of Proposed Basis for Agreement Between the United States and Japan", 26 novembre 1941. Disponible à : https://en.wikisource.org/wiki/Hull_note [Référence du 09 mars 2021]. Source adaptée.
- Source K** Extrait(s) de *WAR IN THE PACIFIC: FROM PEARL HARBOR TO TOKYO BAY* de Harry A. Gailey, Droits d'auteur © 1995 Harry A. Gailey. Utilisé avec la permission de Presidio Press, une filiale de Random House, un département de Penguin Random House LLC. Tous droits réservés.
- Source L** Lu, D.J., 1961. *From the Marco Polo Bridge to Pearl Harbor: Japan's Entry into World War II*. Washington DC : Public Affairs Press. Pages 201, 207–8. Source adaptée.
- Source M** Tom Lodge, *Mandela A Critical Life* © Tom Lodge 2006. Reproduit avec la permission de Tom Lodge via PLSclear.
Matthew, Joe (1994) Entretien avec Philip Bonner, Cape Town, 18 août 1994. Transcription conservée à la William Cullen Library, University of the Witwatersrand.
- Source N** AP Images/ANP.
- Source O** Kenneth S. Broun *Saving Nelson Mandela The Rivonia Trial and the Fate of South Africa* Droits d'auteur © 2012 Kenneth S. Broun. Reproduit avec la permission de Kenneth S. Broun via PLSclear.
- Source Q** Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, PROCUREUR contre SLOBODAN MILOŠEVIĆ, AFFAIRE IT-02-54, Témoignage d'Ibrahim Rugova dans IT-02-54-T (TPIY), 3 mai 2002.
- Source R** Reuters, 1998. Ethnic Albanian leader Ibrahim Rugova (center) holds hands with U.S. envoy Richard Holbrooke and British Ambassador to Yugoslavia Brian Donnelly in Pristina on October 10, 1998. [Photographie] (Reuters) Disponible à : <https://www.rferl.org/a/2247709.html> [Référence du 03 mars 2021].
- Source S** Louis Sell, "Milosevic Takes Kosovo", in *Slobodan Milosevic and the Destruction of Yugoslavia*, pages 66–94. Droits d'auteur 2002, Duke University Press. Tous droits réservés. Republié avec l'autorisation du titulaire des droits d'auteur et de l'éditeur. www.dukeupress.edu.
Ibrahim Rugova, *La question du Kosovo*. Fayard, 1994. Page 126.
- Source T** Phillips, David L., avant-propos de Nicholas Burns., *Liberating Kosovo*, p. 66 – 67 (adapté pour les examens), © 2012 David L. Phillips, avec l'aimable autorisation de The MIT Press.

Tous les autres textes, graphiques et illustrations : © Organisation du Baccalauréat International 2022